

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX


**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 novembre 2016

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	20	5

N° de la séance : 01

Objet de la délibération : Environnement
Energie - Espace Info Energie - Adoption
du programme d'activité de l'année 8 et
Approbation de la convention
Région/CASA et de la décision de
financement ADEME/CASA

 Original
■ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2016.212

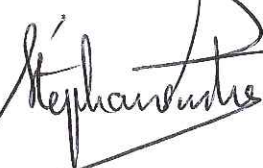
Date de la convocation :
Le 15/11/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **29 NOV. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **16 DEC. 2015**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

L'an deux mil seize et le 21 novembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR

ABSENTS :

Marc DAUNIS, Jean-Bernard MION, Thierry OCCELLI, Gilbert HUGUES, Joseph VALETTE

Monsieur LUCA,

Dans le cadre de sa stratégie de Plan Climat Energie Territorial, la CASA poursuit l'activité de l'Espace Info-Energie (E.I.E.).

L'Espace Info-Energie est un service public de conseils gratuits, personnalisés et indépendants aux particuliers et petites entreprises sur toutes les questions liées à l'habitat et à l'énergie (aides financières, énergies renouvelables, chauffage, etc.). Il constitue un centre de ressource documentaire riche que les particuliers peuvent venir consulter directement à la cité artisanale de Valbonne (maquettes pédagogiques, fiches pratiques, échantillons, etc.).

L'Espace Info-Energie de la CASA fait partie du réseau national des points de rénovation info service mis en place en septembre 2013. Un numéro national a été mis en place afin de faciliter la communication et massifier le nombre de demandes depuis septembre 2013.

La plateforme téléphonique distribue alors les appels vers le territoire concerné et le service compétent. Chaque année 500 à 600 foyers du territoire sollicitent le conseiller Info-Energie de la CASA pour un projet de rénovation.

L'Espace Info-Energie accompagne principalement les propriétaires occupants. Le conseiller Info-Energie s'attache à proposer un accompagnement complet des projets, allant de l'analyse des besoins à l'aide au choix du devis le plus adapté. Il se positionne comme relais avec les professionnels en orientant les particuliers vers un réseau de professionnels qualifiés et Reconnus Garant de l'Environnement (RGE).

Les questionnaires de satisfaction montrent que 67% des contacts réalisent des travaux lourds (changement de chauffage, isolation, etc.), à hauteur de 12 540 € en moyenne et avec une participation de l'EIE dans la prise de décision à hauteur de 94%. Depuis le 1^{er} octobre 2015, l'Espace Info-Energie de la CASA aurait alors généré près de 3 millions d'Euros de travaux. Parmi ceux qui ne réalisent pas de travaux lourds, la moitié environ déclare avoir réalisé un audit énergétique, des aménagements légers (ampoules, programmeur, etc.) ou des changements de comportements.

A côté de sa mission de conseils aux particuliers, l'EIE met en œuvre plusieurs projets de territoire et il participe aux différentes démarches de la collectivité : mise en œuvre du PCET, Programme Intercommunal d'Amélioration Durable de l'Habitat, programme de sensibilisation environnementale, articulation avec le projet de plateforme de rénovation énergétique de l'habitat sur l'ouest 06, etc.

L'EIE poursuivra pour la période 2016-2017 la mise en œuvre des projets initiés et particulièrement :

- L'accompagnement des copropriétés vers la maîtrise de la demande énergétique,
- La participation à la mise en œuvre de la Plateforme de Rénovation Énergétique de l'Habitat Ouest 06,
- La mise en place d'une opération de distribution gratuite de kits d'économie d'énergie pour les foyers modestes afin de faire connaître l'EIE et lutter contre la précarité énergétique.

Une offre de services spécifiques a été formalisée pour les copropriétés du territoire qui représentent des consommations énergétiques importantes et qui nécessitent un accompagnement particulier. Six copropriétés ont ainsi pu bénéficier lors de l'hiver 2015/2016 d'une thermographie de façades afin d'amorcer une démarche de rénovation thermique. D'autres bénéficient déjà d'un accompagnement du conseiller Info-Energie, dont certaines ont déjà réalisé ou sont en cours de réalisation de travaux d'isolation. Enfin le conseiller Info-Energie s'attache particulièrement à renseigner et accompagner les copropriétés sur les deux obligations réglementaires arrivant à terme : l'audit énergétique pour les copropriétés de plus de 50 lots et l'individualisation des frais de chauffage. Un nombre de jours conséquents a été attribué au suivi du travail réalisé avec les copropriétés afin de conforter cette dynamique.

L'EIE CASA participe activement à l'étude de préfiguration pour la mise en place d'une plateforme de rénovation énergétique de l'habitat dans l'Ouest des Alpes-Maritimes.

L'objectif d'une plateforme de rénovation énergétique de l'habitat est :

- De massifier l'accompagnement des projets de rénovation énergétique dans l'habitat,
- De renforcer et stimuler la structuration de l'offre des professionnels et leurs qualifications,
- De mobiliser et développer de nouveaux outils financiers en partenariat avec des organismes bancaires.

La plateforme de rénovation énergétique de l'habitat doit également permettre une meilleure coordination des acteurs du territoire qui interviennent dans la démarche de rénovation énergétique de l'habitat afin de simplifier et de faciliter des habitants.

Le projet d'activité détaillé de l'Espace Info Energie est joint en annexe (**annexe 1**).

Le projet de décision de financement de l'ADEME pour la période d'octobre 2016 à septembre 2019 prévoit une aide forfaitaire de 72 000 € pour 3 ans pour le fonctionnement et 24 000 € pour la communication (**annexes 2**).

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver le projet d'activité de l'EIE CASA pour la période d'octobre 2016 à septembre 2019 ;
- d'approuver le projet de décision de financement de l'ADEME pour la poursuite de l'animation de l'Espace Info-Energie communautaire sur la période d'octobre 2016 à septembre 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le vice-président délégué à l'environnement à signer le projet de décision de financement de l'ADEME ;
- d'imputer les recettes à percevoir de l'ADEME sur le compte 74718 du budget du service de l'Environnement, fonction 830 du budget principal.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver le projet d'activité de l'EIE CASA pour la période d'octobre 2016 à septembre 2019 ;
- d'approuver le projet de décision de financement de l'ADEME pour la poursuite de l'animation de l'Espace Info-Energie communautaire sur la période d'octobre 2016 à septembre 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le vice-président délégué à l'environnement à signer le projet de décision de financement de l'ADEME ;
- d'imputer les recettes à percevoir de l'ADEME sur le compte 74718 du budget du service de l'Environnement, fonction 830 du budget principal.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 novembre 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

Projet d'activité 2016/2019

Espace Info-Energie de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

Espace Info-Energie de Sophia-Antipolis

108, chemin de Ste-Hélène
Cité artisanale de Valbonne
06560 Valbonne

Tél : 04 89 87 72 30 - E-mail : eie@agglo-casa.fr

Sommaire

Contexte et enjeux	3
• La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis	3
• Territoire et population de la CASA	4
• Présentation de l'EIE et zone d'intervention	5
• Caractéristiques de l'habitat	6
Ancrage local de l'Espace Info-Energie	7
• Etat des lieux des politiques énergies sur le territoire	7
• Participation de l'EIE CASA aux politiques locales	8
Projet d'activité et Projets Territoriaux	11
• Conseil au grand public, des entreprises et artisans	11
• Participation à des manifestations et visites de site	12
• PTS N°1 : Accompagnement des copropriétés vers la maîtrise de la demande énergétique	13
• PTS N°2 : Participation à la mise en œuvre de la Plateforme de Rénovation Energétique de l'Habitat	15
• Vie du réseau et formation	18
• Gestion administrative	18
• Stratégie de communication	19
• Tableau récapitulatif	20
• Budget prévisionnel d'octobre 2016 à septembre 2017	20

Contexte et enjeux

→ La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) comprend 24 communes pour une population de 179 000 habitants. Dès sa création en 2002, la CASA, au travers de la Charte d'agglomération, a souhaité rassembler les communes du littoral, du moyen pays et du haut pays autour d'un projet de développement commun, basé sur la complémentarité et la solidarité. Pour cela, elle a choisi d'appuyer son projet sur des compétences obligatoires (développement économique ; aménagement de l'espace ; politique de la ville ; équilibre social de l'habitat) et d'autres optionnelles (collecte des déchets ; protection de l'environnement et du cadre de vie ; etc.).

Située dans les Alpes-Maritimes, la péninsule électrique formée par l'approvisionnement par une seule ligne haute tension expose ce territoire à des risques de coupure, nécessitant le besoin en électricité.

La CASA a affirmé en 2008 dans sa Charte pour l'environnement (action 2.2) puis son Plan Local Energie Environnement (action 5) sa volonté de mettre en place sur son territoire un Espace Info Energie (EIE) en collaboration avec la Région PACA et l'ADEME. **L'EIE de la CASA a ainsi été créé le 1er octobre 2009 et est rattaché à la Direction Aménagement, Environnement et Connaissance du Territoire (DAECT).**

La CASA a approuvé en décembre 2013 son Plan Climat Energie Territorial (PCET), élaboré en partenariat avec la communauté d'agglomération Pôle Azur Provence et les communes d'Antibes, Cannes et Grasse. Le PCET commun a été désormais étendu au territoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et à la Communauté d'Agglomération du Pays de Lérins (CAPL).



Ce groupement de collectivités a répondu ensemble à l'appel à manifestation d'intérêt pour la mise en place d'une plateforme de rénovation énergétique de l'habitat à l'échelle du territoire du PCET Ouest 06 afin de renforcer le travail entre les acteurs du territoire et augmenter le nombre de rénovations. Les Espaces Info-Energie constituent une brique essentielle de la mise en place de cette plateforme. Un assistant à maîtrise d'ouvrage accompagne le groupement de collectivités concernées pour la mise en place et cette plateforme et étudier quels services pourront être proposés, quels acteurs doivent être associés à cette démarche et quelle forme pourra prendre cette plateforme.

➔ Territoire et population de la CASA

Les 24 communes composant le territoire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'étendent du littoral jusqu'au haut pays. Les problématiques en termes d'habitat et d'énergie n'y sont pas les mêmes et nécessitent d'être traitées de façon différentes.

En effet sur le littoral (Antibes, Vallauris, Villeneuve-Loubet) l'habitat y est très concentré avec une forte part de logements collectifs alors que le haut pays présente surtout des maisons individuelles anciennes et éparpillées sur le territoire.

La CASA compte près de 180 000 habitants, principalement concentrés sur la partie sud de son territoire.



→ Présentation de l'EIE et zone d'intervention

La fonction de Conseiller Info-Energie est assurée par Jonathan Hellec. La direction de l'EIE est assurée par Benoit Ferry, chargé de mission Energie pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis. Ces agents sont rattachés à la Direction Aménagement, Environnement et Connaissance du Territoire, au sein de la Direction Générale Adjointe Aménagement et Développement Durable du Territoire. Le conseiller intervient sur l'ensemble du territoire de la communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

L'accueil du public se fait dans un bâtiment situé à Valbonne, séparé des bâtiments administratifs de la CASA. Il se situe au 108, chemin de Sainte-Hélène, au sein de la Cité artisanale Barthélémy Beaulieu.



L'accueil du public se fait du mercredi au samedi de 9h00 à 12h30. Le reste du temps est réservé à la gestion administrative et aux projets territoriaux spécifiques. L'Espace Info-Energie est composé d'un hall d'exposition de près de 200m² et d'un bureau pour les entretiens avec le public. Le hall d'exposition permet au conseiller d'appuyer son discours par des expositions diverses et en faisant visualiser et manipuler des isolants thermiques, des panneaux solaires thermiques et photovoltaïques, VMC double-flux, etc...



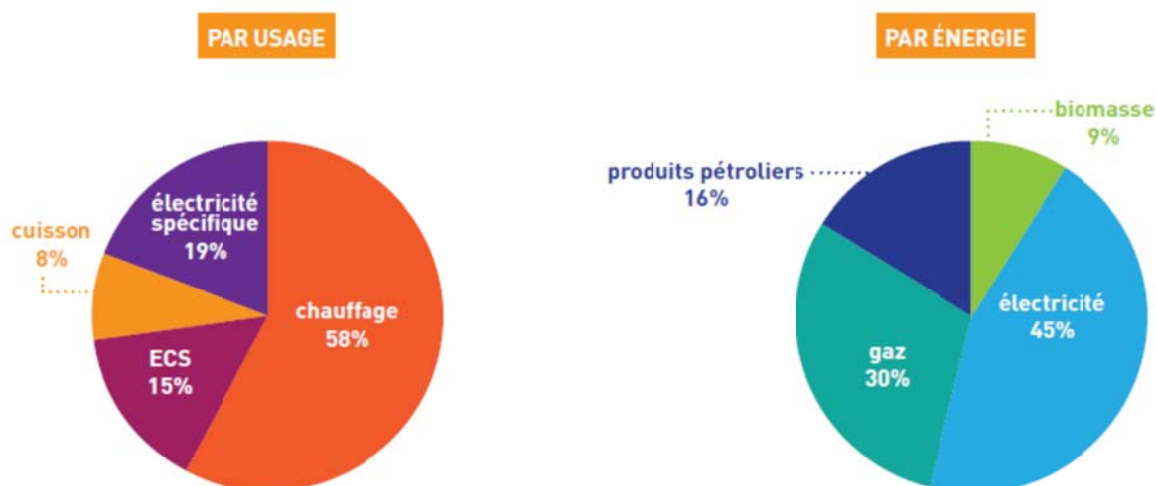
L'EIE est également présent sur internet via le site de la CASA :

<http://www.casa-infos.fr/environnement/eie>

→ Caractéristiques de l'habitat

Dans le cadre de l'élaboration du PCET CASA, un bilan des émissions de gaz à effet de serre a été réalisé et permet de mettre en avant certaines caractéristiques énergétiques de l'habitat :

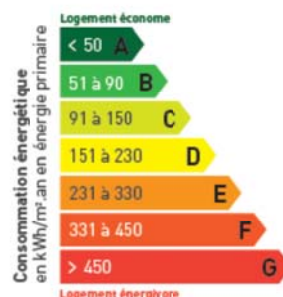
Les logements du territoire représentent une consommation de **1 130GWh par an** (170 000 T_{eq} CO₂/an), **soit 36% des consommations de la CASA** pour un coût total de 130 millions d'euros en 2012, estimé à 158 millions en 2020.



Répartition des consommations d'énergie finale de l'habitat

Classe DPE	Nb de logements*	Part des résidences principales	Part des consommations (chauffage et ECS)
A, B, C	40 200	52 %	40 %
D	21 600	28 %	32 %
E, F, G	15 600	20 %	29 %

Source : CERC PACA, 2011 / année de référence : 2006 / *Résidences principales



Ce diagnostic permet de mettre en évidence certains enjeux clés liés à l'habitat sur la CASA :

- l'amélioration des caractéristiques thermiques des logements et la réduction de l'usage des énergies fossiles, notamment sur la cible prioritaire des 20% de logements les plus énergivores (étiquette E, F et G) dont 25% sont des appartements construits avant 1949 (donc souvent non isolés) et 20% des maisons d'avant 1949,
- l'intégration des énergies renouvelables (bois-énergie, solaire thermique et pompes à chaleur) doit permettre la diminution de la consommation d'électricité sur le réseau,

La réduction du phénomène de « tension énergétique » des ménages est l'autre enjeu de ce secteur, les deux enjeux étant en très fort lien. Il s'agit de pouvoir repérer les ménages ayant les charges énergétiques les plus élevées rapportées à leurs revenus globaux.

Ancrage local de l'Espace Info-Energie

→ Etat des lieux des politiques énergies sur le territoire

La CASA a élaboré sur la période 2009-2012, un Plan Local Energie Environnement, programme de 24 actions en faveur de la réduction des consommations d'énergie, des émissions de gaz à effet de serre, du développement des énergies renouvelables et des modes de transports doux.

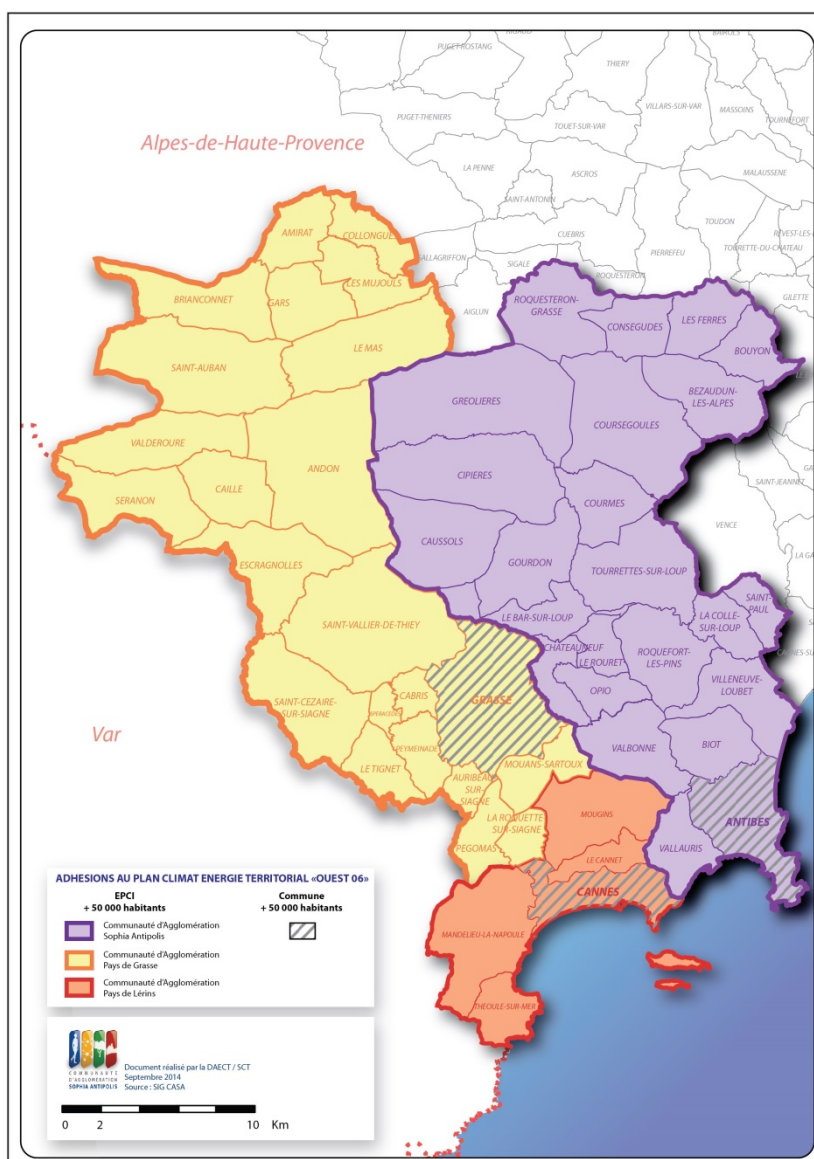
En 2013, la CASA, la CAPAP et les communes d'Antibes, Cannes et Grasse ont approuvé un Plan Climat Energie Territorial commun : le PCET Ouest 06. En janvier 2015, ce groupement a été rejoint par les nouvelles communes de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse et par la nouvelle communauté d'agglomération du Pays de Lérins.

Le PCET Ouest 06 comprend à la fois un volet d'actions commun aux 6 collectivités, et un volet d'actions spécifiques à chacune d'entre elles en fonction de leurs compétences et de leurs enjeux. La mise en œuvre des actions a débuté en 2014 et se poursuivra

jusqu'en 2019. Actuellement, l'Espace Info-Energie est sollicité pour étudier la mise en œuvre d'une Plateforme de la Rénovation Energétique de l'Habitat à l'échelle du PCET Ouest 06.

Plusieurs communes de la CASA sont également engagés dans un Agenda 21 (Le Rouret, Opio, Gourdon) ou un programme Agir pour l'énergie (Antibes, Biot, Valbonne).

La CASA met également en place un service de conseil en énergie partagée pour 6 communes (Biot, Le Bar-sur-Loup, La Colle-sur-Loup, Le Rouret, Opio, Tournettes-sur-Loup) afin que ces communes puissent suivre leurs consommations énergétiques et envisager les améliorations à venir.



➔ Participation de l'EIE CASA aux politiques locales

Etant rattaché à la collectivité, l'EIE CASA se positionne comme « coordinateur local » (scénario 1 de la note de cadrage 2013 pour le repositionnement des EIE) des actions s'adressant aux particuliers et plus précisément au marché de la rénovation énergétique des logements conformément à la note de cadrage pour le repositionnement des EIE.

L'EIE CASA participe pleinement aux différentes démarches de la collectivité : élaboration du PCET, élaboration du Programme Local de l'Habitat, Programme Intercommunal d'Amélioration Durable de l'Habitat, programme de sensibilisation environnementale, échanges avec la mission de conseil en énergie partagé pour les communes, préfiguration de la plateforme de rénovation énergétique de l'habitat, etc.

➤ **PCET Ouest 06**

L'EIE CASA a pu bénéficier des résultats issus des études du PCET lors de la restitution du profil climat ce qui a permis de mieux cerner les enjeux énergétiques liés à l'habitat sur le territoire. L'EIE CASA a été pleinement associé au processus de concertation interne et commun dès lors que la thématique concernait l'habitat, l'énergie ou les bâtiments.

Cette participation active a permis de faire connaître les missions de l'EIE CASA et a permis la proposition de plusieurs actions dans le cadre du PCET, dont certaines en commun avec l'EIE de Cannes et de Grasse.

Ces actions ont permis lors des réunions de travail de mettre en avant l'expertise des conseillers Info-Énergie et se positionner comme ressource sur le domaine de la consommation énergétique. Il est désormais parfois invité aux comités techniques lorsque la thématique le concerne.

➤ **Préfiguration de la plateforme de rénovation énergétique de l'habitat**

Le conseiller Info-Energie de la CASA participe aux comités techniques du PCET Ouest 06 dès que la future plateforme de la rénovation énergétique de l'habitat est à l'ordre du jour. Avec la conseillère de Cannes, des retours d'expériences ont été apportés afin d'orienter les services qui pourront être proposés en fonction des manques constatés sur le territoire et des demandes des particuliers.

➤ **Collaboration avec les directions et services CASA**

L'Espace Info Energie est rattaché à la Direction Aménagement, Environnement et Connaissance du Territoire (DAECT) ce qui permet une synergie et des échanges avec les autres agents travaillant sur la thématique de l'énergie dont :

- Un chargé de mission énergie et climat,
- Une chargée de mission PCET Ouest 06,
- Un conseiller en énergie partagé,
- Une chargée de mission sensibilisation environnementale,

L'agent chargé de la sensibilisation environnementale suit un appel à projet en développement durable aux écoles et centre de loisirs du territoire. Le conseiller Info-Énergie intervient pour fournir un avis technique sur la faisabilité des projets « énergie » proposés, dont certains pourraient constituer des supports pédagogiques pour l'Espace Info-Energie par la suite. L'agent en charge de la sensibilisation environnementale intervient dans de nombreuses manifestations dans les communes où l'EIE n'est pas présent afin de relayer les supports de communication (guide pratiques, flyer EIE, etc.) et mettre en contact les personnes avec l'EIE.

Le conseiller Info-Énergie travaille également avec les autres services et directions de la collectivité, principalement avec le service habitat-logement. Un programme intercommunal d'amélioration durable de l'habitat (PIADH) a été lancé en janvier 2016 par celui-ci pour remplacer l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat qui s'est terminée en décembre 2014. Le conseiller Info-Energie est convié aux commissions locales d'amélioration de l'habitat pour donner un avis technique sur les projets en cours et à venir. Il est également invité aux visites sur site lorsqu'un projet est particulièrement ambitieux sur le plan énergétique ou lorsqu'il existe un doute quant à la bonne réalisation des travaux. Enfin les échanges sont réguliers avec l'agent recruté pour suivre les dossiers de ce programme afin de réorienter les personnes éligibles ou non aux aides de l'ANAH.



Des relations ont également été établies avec les ambassadeurs du tri du service déchets de la CASA afin que chacun connaisse les services proposés par l'EIE. Ainsi les personnes ayant des questions sur l'énergie sont dirigées vers l'EIE et celles souhaitant des renseignements sur le tri sélectif, le compostage vers le service déchet avec une continuité dans réponse apportée.

➤ **Collaboration avec les communes CASA**

Le conseiller Info-Énergie visite régulièrement les communes pour distribuer des supports de communication de l'EIE et de l'ADEME. Ces visites permettent de rencontrer les agents des communes, notamment ceux se chargeant de l'accueil du public et des services urbanismes. Cela permet aux agents de ces services de diriger les personnes souhaitant déposer un permis de construire vers l'EIE, qu'il s'agisse d'un bâtiment neuf ou existant, afin qu'ils soient accompagnés pour respecter la réglementation thermique en vigueur. Cela permet également à l'Espace Info-Énergie de repérer les projets innovants sur le territoire.

Des thermographies de façades sont proposées aux communes pour compléter des diagnostics énergétiques effectués et peuvent être réalisées également après travaux pour communiquer auprès des administrés sur l'efficacité des travaux réalisés par la commune.

➤ **Collaboration avec les autres PRIS**

Dans les Alpes-Maritimes, malgré que les EIE soient portés par des structures différentes, les relations tissées permettent aux conseillers Info-Énergie de travailler régulièrement ensemble. Une collaboration est effectuée pour la participation et l'organisation des stands dans les salons les plus importants du département, notamment « Solutions copropriétés » et « Bâtir Nice ». Cette collaboration permet une répartition du travail induit par la préparation du salon, du stand et des animations.

En préparation de la mise en place d'une plateforme de la rénovation énergétique de l'habitat à l'échelle du PCET Ouest 06, un travail est effectué avec l'EIE de afin de chercher à harmoniser notre discours et notre méthodologie d'accompagnement, notamment concernant les copropriétés.

Avec le PRIS ANAH, des échanges réguliers ont lieu puisque la CASA a obtenu la délégation d'aides à la pierre, portée par le service habitat.

En revanche, il existe à ce jour peu d'interactions avec le PRIS ADIL, uniquement lorsque la demande d'un particulier a surtout un aspect juridique.

➤ **Autres collaborations**

Dans le cadre de l'accompagnement des copropriétés du territoire de la CASA, des échanges réguliers ont lieu avec plusieurs syndicats du territoire, principalement sur les questions réglementaires concernant l'audit énergétique et l'individualisation des frais de chauffage. Cela permet d'approcher de nouvelles copropriétés lorsque le besoin s'en fait ressentir.

Lors de certaines manifestations locales, des relations ont été établies avec certains acteurs du territoire (association, bureau d'études).

Projet d'activité et Projets Territoriaux

La 8^{ème} année de fonctionnement de l'Espace Info-Energie se veut être une année charnière entre le fonctionnement actuel et celui prévu dans le cadre du projet envisagé de Plateforme de la Rénovation Énergétique de l'Habitat sur l'Ouest 06.

L'étude de préfiguration de la plateforme est menée par la CASA, la CAPG et la ville de Cannes afin d'identifier le périmètre, la gouvernance, les missions et les financements que pourraient assurer la plateforme Ouest 06.

Cette étude est menée via le groupement Urbanis-Batitrend et s'achèvera au 1^{er} trimestre 2017. L'objectif des collectivités est de massifier le nombre de rénovation énergétique dans l'habitat en s'appuyant sur une meilleure organisation et coopération des différents acteurs qui s'inscriront dans le projet de la plateforme.

Cela passe par un accompagnement renforcé des demandes en proposant de nouvelles prestations plus complètes aux habitants à une meilleure visibilité des offres et à une animation de la filière professionnelle de la rénovation énergétique dans le département.

L'étude de préfiguration permettra de mieux ajuster la position des conseillers info-énergie dans l'ensemble du dispositif de plateforme, de mutualiser certains outils et dépenses afin de gagner en efficience.

➔ Conseil au grand public, des entreprises et artisans

Description : conseil personnalisé pour la rénovation, l'équipement ou la construction de logements ou locaux ; le conseiller Info-Énergie propose des outils méthodologiques tels que le bilan énergétique simplifié et réalise des conseils personnalisés en matière d'isolation, d'éclairage, d'électroménager, d'installation d'énergies renouvelables, etc., fournit la documentation adaptée et oriente si besoin vers un réseau de spécialistes et de professionnels compétents, qualifiés « Reconnu Garant de l'Environnement ». L'EIE s'attache à susciter le déclenchement des travaux et accompagne l'ensemble des personnes qui en ont besoin pour passer une phase de réalisation des travaux. Il leur propose un accompagnement complet, de l'analyse des besoins à l'aide à la compréhension et au choix du devis le plus adapté.

L'Espace Info-Energie est ouvert du mercredi au samedi de 9h00 à 12h30 et les demandes (rendez-vous, appels, mails, etc.) sont traitées lors de ces créneaux.

A la demande ponctuelle de certaines communes, des permanences peuvent être transformées en permanences délocalisées sur un lieu déterminé entre la CASA et la commune. Les lieux choisis sont des lieux adaptés, où le stand EIE a une visibilité auprès du public et où la fréquentation est importante.

Partenaires : les relais d'informations pour diffuser l'existence de l'Espace Info-Énergie (médias, communes, CCI, CM06, SYMISA, UPE06...), les partenaires techniques (ADEME, CR, CSTB, CAUE06...), les professionnels des métiers de l'énergie (BET, artisans, entreprises énergies renouvelables...).

Suivi de l'action :

- tenue d'un registre détaillant les contacts pris et les conseils personnalisés réalisés.
- Evaluation de la satisfaction et du passage à l'acte par l'ADEME
- tenue d'un registre « TPE, commerçants, artisans » indiquant le nombre de contacts et si possible de réalisations effectuées.
- Le conseil du public lors de RDV ou par téléphone et la gestion administrative inhérente représentent une charge de travail de **70 jours par an**.

Participation à des manifestations et visites de site

Description : intervention/conférence auprès d'organismes qui en font la demande et tenue d'un stand sur le thème de l'énergie, de la sobriété énergétique, des énergies renouvelables, dans les salons, foires et événements communaux.

L'organisation de visites d'opérations exemplaires est également envisagée lors d'événements particuliers (fête de l'énergie, etc.).

Partenaires : CASA, communes, organisateurs de salons et de foires et autres EIE des Alpes-Maritimes, architectes ou porteurs de projets exemplaires, entreprises.

Suivi de l'action :

- tenue d'un registre « manifestations » indiquant le nombre de stands tenus, le nombre de conférences réalisées avec les thèmes abordés et le nombre de personnes contactées

Ces actions représentent une charge de travail estimée de **10 jours par an**.

➔ PTS N°1 : Accompagnement des copropriétés vers la maîtrise de la demande énergétique

Intitulé du projet : Accompagnement des copropriétés vers la maîtrise de la demande énergétique		N° 1
Objectifs et enjeux	<p><u>Rappel du contexte et des enjeux :</u></p> <p>Les propriétaires occupants représentent 60% du parc privé sur le territoire de la CASA et constituent une cible prioritaire pour la réalisation de travaux d'économie d'énergie. L'habitat vertical, en dehors des HLM (gérés par les offices HLM), représente une part importante des logements et donc un gisement d'économies d'énergies non négligeable. Il est nécessaire de cibler au maximum les logements collectifs datant d'avant 1975, qui ont un besoin plus grand de rénovation énergétique.</p> <p>Face à la multitude des offres de services et des aides disponibles, l'EIE doit proposer un service allant de l'analyse des besoins jusqu'à la réalisation des travaux. Pour cela, le conseiller Info-Energie devra déterminer le niveau d'accompagnement et l'offre adaptée à chaque projet.</p> <p>L'habitat collectif (copropriétés privées) nécessite une approche différente de l'habitat individuel afin de s'adapter aux problématiques particulières qui lui incombent et au processus de décision en copropriété. Pour réussir à travailler avec des logements, il sera nécessaire de chercher à approcher à la fois les conseillers syndicaux directement que les organismes qui les accompagnent comme les syndicats de copropriété ou l'ADIL, l'ARC VAM, l'UNPI, la FNAIM, etc.</p> <p style="text-align: center;"><u>Objectif général :</u></p> <p style="text-align: center;">Accompagnement des copropriétés vers la maîtrise de la demande énergétique</p> <p><u>Objectifs opérationnels du projet :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Sensibiliser les copropriétés aux problématiques énergétiques et leur proposer l'offre de service de l'Espace Info-Energie ✓ Réunir les acteurs de la rénovation des copropriétés ✓ Accompagner durablement les copropriétés 	
Publics cibles	<p><u>Cibles directes :</u> propriétaires occupants, acteurs professionnels des copropriétés, syndicats et conseils syndicaux, artisans et entreprises de la construction, de la réhabilitation, des énergies renouvelables, etc.</p> <p><u>Cibles indirectes :</u> propriétaires bailleurs, locataires</p>	
Objectif opérationnel 1	<p><u>Mise en œuvre de l'objectif opérationnel 1 :</u></p> <p>Sensibiliser les copropriétés aux problématiques énergétiques et leur proposer l'offre de service de l'Espace Info-Energie</p> <p>Echéance 2016-2019</p> <p>Afin d'accompagner les copropriétés dans leur rénovation énergétique, il est d'abord nécessaire de les convaincre de la nécessité de diminuer leur consommation et de créer une motivation au sein des copropriétaires afin que ceux-ci s'approprient ce projet.</p> <p>Le conseiller Info-Energie s'attachera donc à rencontrer les copropriétaires, particulièrement les membres du conseil syndical, ainsi que les syndicats de copropriétés. Pour cela il profitera du salon « Solutions Copropriétés » se déroulant à Nice au mois de novembre et à Mandelieu en avril. Chaque hiver, il utilisera également la thermographie de façade comme moyen de</p>	

	<p>sensibilisation des copropriétaires.</p> <p>Il étoffera son discours en s'appuyant sur des exemples de copropriétés ayant déjà réalisé des travaux, sur le territoire si possible, afin de démontrer la faisabilité de tels projets. Il s'associera également à des professionnels de la rénovation (Bureau d'étude thermique, artisans, architectes) pour fournir des éléments concrets, notamment en termes de faisabilité technique et de coût de réalisation.</p> <p><u>Indicateurs de résultats :</u></p> <p><u>Quantitatifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - nombre de copropriétés rencontrées - nombre de thermographies de façades réalisées <p><u>Qualitatif :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - adéquation de l'offre avec les projets <p>Sous-total = 10 jours la 8^{ème} année de fonctionnement, 15 jours année ensuite</p>
Objectif opérationnel 2	<p><u>Mise en œuvre de l'objectif opérationnel 2 :</u></p> <p>Réunir les acteurs de la rénovation des copropriétés</p> <p>Echéance 2016-2019</p> <p>Après avoir établi des contacts avec un certain nombre de structures participant à la rénovation des copropriétés du territoire (ADIL06, CAUE, syndicats de copropriété, ANAH, bureaux d'études thermiques, artisans, etc.), le conseiller Info-Energie s'attachera entretenir les relations avec ceux-ci afin de connaître l'évolution de leurs offres ainsi qu'à élargir son portefeuille de contacts. Il pourra alors se positionner comme relais entre ces organismes pour faire bénéficier aux copropriétés des services à leur disposition.</p> <p>Suite aux thermographies de façades réalisées en hiver, il organisera une restitution collective afin de réunir des copropriétés qui en ont bénéficié ou non et leur présenter l'offre de service de l'Espace Info-Energie. Comme en 2015, ce moment pourra être l'occasion d'inviter un ou plusieurs professionnels du territoire afin qu'il présente son secteur d'activité et ses réalisations avec des copropriétés du territoire afin de faire naître des projets dans les conseils syndicaux.</p> <p>Il sera aussi utile de rencontrer des syndicats et bureaux d'études thermiques afin d'ajuster le positionnement du conseiller Info-Energie dans l'accompagnement de la copropriété et vis-à-vis de ces professionnels.</p> <p><u>Indicateurs de résultats :</u></p> <p><u>Quantitatifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de structures rencontrées - Partenariats établis - Nombre de structures représentées lors de la journée d'échange <p>Sous-total = 10 jours + 5 jours chargé de mission énergie</p>
Objectif opérationnel 3	<p><u>Mise en œuvre de l'objectif opérationnel 3 :</u></p> <p>Accompagner durablement les copropriétés</p> <p>Echéance : 2016-2019</p> <p>Grace aux actions mises en place par l'Espace Info-Energie chaque année, notamment la thermographie de façade et sa présence aux salons professionnels, le nombre de copropriétés rencontrées augmente. Parmi celles-ci certaines s'engagent dans une démarche de rénovation énergétique et nécessite d'être accompagnées jusqu'au vote des premières actions dans un premier temps puis jusqu'à leur réalisation.</p>

	<p>Chaque copropriété demande un accompagnement différent en fonction des travaux à réaliser, de la volonté des copropriétaires, des moyens à disposition et des compétences en interne. Le conseiller Info-Energie s'attache donc à s'adapter à chaque situation afin de maintenir la motivation de la copropriété et la faire passer à l'acte sans chercher à précipiter la réalisation de travaux avant que celle-ci n'y soit prête.</p> <p>L'Espace Info-Energie a donc défini un accompagnement « à la carte » sur trois axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Connaître sa copropriété <ul style="list-style-type: none"> ➤ Réalisation d'une thermographie de façade ➤ Réalisation d'un bilan initial de copropriété ➤ Suivi des consommations énergétiques ➤ Rédaction d'un cahier des charges d'audit énergétique ➤ Analyse de l'audit énergétique ▪ Définir les travaux réalisables <ul style="list-style-type: none"> ➤ Définition des besoins avec le conseil syndical et le syndic ➤ Orientation vers les professionnels adaptés ➤ Conseils sur l'offre la plus cohérente ➤ Présentation en assemblée générale ▪ Financer la rénovation <ul style="list-style-type: none"> ➤ Définition des aides possibles selon les profils de copropriétaires ➤ Recherche d'outils de financement ➤ Orientation des copropriétaires vers les organismes adaptés ➤ Valorisation des certificats d'économie d'énergie ➤ Accompagnement individuel des copropriétaires si besoin <p>Le conseiller sera présent en réunion avec le conseil syndical à sa demande et en assemblée générale, avant un vote particulièrement pour expliquer l'objet de celui-ci.</p> <p><u>Indicateur de résultats :</u></p> <p><u>Quantitatifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - nombre de copropriétés s'engageant dans une démarche de diminution de leur consommation d'énergie - nombre de copropriétés mettant au vote un audit énergétique et/ou des travaux <p><u>Qualitatif :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - poids de l'Espace Info-Energie dans la prise de décision et le passage à l'acte <p>Sous-total = 40 jours année la 8^{ème} année de fonctionnement, 45 jours année ensuite</p>
Calendrier général du projet	2016-2019
Comité de suivi	Service environnement

➔ PTS N°2 : Participation à la mise en œuvre de la Plateforme de Rénovation Energétique de l'Habitat

<u>Intitulé du projet :</u>		N° du projet : 2
Participation à la mise en œuvre de la Plateforme de Rénovation Energétique de l’Habitat		
Objectifs et enjeux	<u>Rappel du contexte et des enjeux :</u> La Communauté d’Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté d’Agglomération du Pays de Grasse, la Communauté d’Agglomération du Pays de Lérins et les communes d’Antibes, Cannes et	

	<p>Grasse ont élaboré un Plan Climat Energie Territorial commun : le PCET Ouest 06. Suite aux réunions de concertation, à la volonté politique des différentes collectivités et à l'appel à manifestation d'intérêt de l'ADEME et la Région PACA, les Espaces Info Energie de Sophia Antipolis et Cannes s'associent autour d'un projet commun de plateforme de la rénovation énergétique de l'habitat.</p> <p>L'objectif est de mettre en avant des services sur l'ensemble des territoires autour d'une politique commune à ceux-ci. Ce service permettra également de faciliter les relations avec les autres PRIS et acteurs de la rénovation en ayant un interlocuteur unique. Cela permet également de construire des projets à une plus grande échelle en répartissant le travail entre les conseillers. Il devra également permettre de fournir des outils méthodologiques et financiers pour faciliter le passage à l'acte de la rénovation.</p> <p style="text-align: center;"><u>Objectif général :</u></p> <p style="text-align: center;">Participation à la mise en œuvre de la Plateforme de Rénovation Énergétique de l'Habitat</p> <p><u>Objectifs opérationnels du projet :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Participer à la réalisation de l'étude de préfiguration de la plateforme de rénovation ✓ Mettre en œuvre la place du conseiller Info-Energie au sein de la future plateforme de la rénovation
Publics cibles	<p><u>Cibles directes</u> : collectivités du PCET Ouest 06, EIE Cannes, professionnels du secteur de la maîtrise des énergies et des énergies renouvelables du 06, réseaux professionnels concernés (CAPEB, CCI, CMA, FNB, ANAH, ADIL, etc.)</p> <p><u>Cibles indirectes</u> : grand public</p>
Objectif opérationnel 1	<p>Mise en œuvre de l'objectif opérationnel 1 : Participer à la réalisation de l'étude de préfiguration de la plateforme de rénovation</p> <p><u>- Echéances :</u></p> <p>Année 2016-2017</p> <p>Après mise en concurrence, le groupement de collectivités du PCET Ouest a sélectionné l'assistant à maîtrise d'ouvrage Urbanis/Batitrend pour l'accompagner. Cette étude de préfiguration sera lancée en septembre 2016 par une réunion permettant de cadrer la mission avec l'ensemble des acteurs concernés dont fait partie l'Espace Info-Energie.</p> <p>Le conseiller Info-Energie sera particulièrement actif dans le groupe de travail « Opérateurs de la rénovation énergétique » avec les opérateurs habitats afin de mutualiser les connaissances du marché de la rénovation sur le territoire du PCET Ouest 06, d'étudier les conditions de mutualisations des moyens de communication et de préparer une politique adaptée de la plateforme pour le public.</p> <p>Ensuite le conseiller Info-Energie prendra part au bilan des moyens humains et financiers existants permettant de repérer les améliorations envisageables dans l'organisation des différents acteurs et de repérer les actions prioritaires avec les moyens de la plateforme de rénovation.</p> <p><u>- Acteurs externes à associer :</u></p> <p>CIE de Cannes (CSIL)</p> <p>Chargé de mission PCET</p> <p>Service environnement de Grasse, Cannes, Antibes, de la CASA, de la CAPL et de la CAPG</p> <p>Service habitat de la CASA, de la CAPL et de la CAPG</p> <p>Service communication de Grasse, Cannes, Antibes, de la CASA, de la CAPL et de la CAPG</p> <p><u>- Indicateurs de résultats :</u></p> <p><u>Quantitatifs :</u></p> <p>- nombre de participations aux réunions liées à la plateformes,</p>

	<p><u>Indicateur de résultats :</u></p> <p>Sous-total = 10 jours + 5 jours chargé de mission énergie</p>
Objectif opérationnel 2	<p>Mise en œuvre de l'objectif opérationnel 2 : Mettre en œuvre la place du conseiller Info-Energie au sein de la future plateforme de la rénovation</p> <p><u>- Echéances :</u></p> <p>Année 2016-2019</p> <p><u>- Contenu :</u></p> <p>La mise en place de la plateforme de la rénovation énergétique de l'habitat nécessite d'instaurer une collaboration plus forte avec l'espace Info-Energie de Cannes, les autres PRIS, les organismes professionnels, le service habitat de la CASA et son opérateur.</p> <p>Suite aux réflexions menées lors des groupes de travail et des améliorations envisagées de l'articulation des différents services entre eux, il sera nécessaire de formaliser la place de chaque acteur au sein de la future plateforme en gardant toujours comme objectif la simplicité et l'efficacité pour le public. Le parcours des particuliers sera alors retravaillé en s'attachant à employer les compétences des différentes structures afin de concrétiser leurs projets avec la réalisation la plus judicieuse techniquement et financièrement. La communion des différents acteurs doit donc s'adapter aux particuliers afin de créer/maintenir le souhait de rénover : réduction des charges par les économies d'énergie, valorisation du bien, etc.</p> <p>La Chambre des Métiers et de l'Artisanat cherchant à se positionner au sein de la future plateforme de rénovation sur le volet de la formation des professionnels, il faudra s'accorder avec celle-ci pour qu'un lien existe entre l'accompagnement du public par les conseillers et la formations des artisans.</p> <p>Avec le développement de la qualification RGE, le nombre de demande de qualification a largement progressé pour Qualibat. Les conseillers Info-Energie ont été sollicités pour renforcer les commissions d'exams. En Alpes-Maritimes, ce sont alors les conseillers de Nice et Sophia Antipolis qui sont présents à tour de rôle au quatre commissions annuelles. Ceci permet d'intégrer le circuit de validation de la qualification RGE et l'ensemble du réseau professionnel.</p> <p>Le conseiller Info-Energie s'attachera également à travailler avec les autres acteurs sur des outils communs, tant pour la communication que pour l'accompagnement des particuliers. En effet, il sera plus simple de collaborer efficacement et d'orienter le particulier d'un pôle à un autre en travaillant sur des outils identiques. Ces ressources futures pourront également prendre la forme d'un site internet commun. Le conseiller Info-Energie se chargera alors de visiter les outils en ligne des autres plateformes existantes afin de s'en inspirer et si possible les réutiliser.</p> <p><u>- Acteurs internes impliqués dans le projet et évaluation des temps passés :</u></p> <p>CIE CASA : 10 jours + 10 jours chargé de mission énergie</p> <p><u>- Acteurs externes à associer :</u></p> <p>CIE de Cannes (CSIL)</p> <p>ADIL06</p> <p>Service habitat-logement de la CASA</p> <p>Chargés de mission d'Antibes, Cannes, Grasse, de la CASA, de la CAPL et de la CAPG</p> <p><u>- Indicateurs de résultats :</u></p> <p>Quantitatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nombre d'acteurs avec lesquels un fonctionnement a été établi - nombre d'outils créés et/ou mutualisés <p>Qualitatifs : méthodologie établie pour travailler de façon conjointe.</p>

➔ Vie du réseau et formation

Une veille réglementaire et technique via le réseau EIE PACA et une formation continue est primordiale afin d'assurer une qualité de conseil. Comme indiqué en réunion réseau, le conseiller Info-Energie sera référent régional PACA « copropriété ».

Cette veille représente une charge de travail estimée à **6 jours par an**.

En complément des sessions de formation technique sont à prévoir courant de l'année.

Les formations sont estimées à **8 jours par an**.

5 réunions de coordination du réseau des EIE PACA sont également prévues cette année. Ces réunions ont pour but de favoriser les échanges entre les EIE de la région PACA.

La participation au réseau régional représente une charge de travail de **5 jours par an**.

Une réunion trimestrielle de coordination du réseau des EIE des Alpes Maritimes est d'ores et déjà mise en place. Elle a pour objectif de coordonner les manifestations locales (salons, fête de l'énergie...) ainsi que de tenir une veille réglementaire et technique commune à l'échelle du département. Cette charge de travail est estimée à **5 jours par an**.

➔ Gestion administrative

Selon la convention il est prévu de présenter un bilan d'activité annuel ainsi que la fiche de synthèse (programme prévisionnel).

Le temps de rédaction de ces documents, de gestion financière et administrative ainsi que le temps de préparation au comité de pilotage (COPIL) est estimé à **5 jours par an**.

→ Stratégie de communication

Stratégie de diffusion de la communication générale

L'EIE CASA continuera la communication sur le territoire afin d'accroître sa notoriété et se faire connaître auprès des habitants et des acteurs du territoire notamment via :

- couverture médiatique (journaux municipaux, presse locale et radio)
- stand EIE dans les communes lors de manifestations environnementales
- campagne de « culs-de-bus » annuelle
- amélioration du contenu du site internet EIE CASA
- relais via sites internet des communes
- covering véhicule EIE
- remplissage des 10 présentoirs de l'ADEME présentant les guides pédagogiques aux services urbanisme des communes et sensibilisation des agents de ces services à réorienter les pétitionnaires vers l'EIE
- diffusion des dépliants EIE dans les services publics des communes (CCAS, médiathèques, maisons des associations, services environnement et urbanisme...)

Une partie des actions de communication sera mutualisée à l'échelle de l'Ouest 06 (EIE CASA, Cannes, Grasse), ce qui permettra une meilleure diffusion de l'information sur le bassin de vie.

Campagne Réduc'énergie®

La communauté d'agglomération Sophia Antipolis a validé de passer une convention avec la société Objectif EcoEnergie pour la distribution de kits d'économie d'électricité financée par les certificats d'économie d'électricité. Cette opération permettra de faire une communication de masse au dernier trimestre 2016.

A l'issue de la période d'inscription, les personnes seront alors invitées à se rendre à l'Espace Info-Energie pour récupérer gratuitement leur kit d'économie d'énergie. En plus de pouvoir diminuer leur consommation énergétique, ce sera l'occasion pour le conseiller Info-Energie de sensibiliser plus largement les personnes.

Pour bénéficier de ce pack, les personnes doivent avoir un revenu inférieur à celui du barème de l'ANAH. Cette opération permettra alors également d'enrichir la base de données du service habitat-logement dans le cadre de son programme intercommunale d'amélioration durable de l'habitat.

Balades thermiques

Des balades thermiques seront organisées conjointement avec le service habitat et son opérateur. Celles-ci auront pour objectif de sensibiliser les habitants aux dépenses énergétiques et de leur présenter l'Espace Info-Energie et le Programme Intercommunal d'Amélioration Durable de l'Habitat géré par le service habitat de la CASA. Les citoyens seront conviés à venir suivre le conseiller Info-Energie muni d'une caméra thermique pour observer les pertes thermiques des bâtiments de leur commune. Ils seront ensuite rassemblés dans une salle afin qu'il leur soit présenté plus en détail le phénomène de pont thermique et l'intérêt de l'isolation. Trois balades sont prévues la première année, davantage les hivers suivants.

Mode de fonctionnement de la communication

Compte tenu de la mission de service public dévolue aux EIE par l'ADEME et de la nécessité de faciliter la bonne identification des acteurs remplissant cette mission, tous les documents d'information du public établis par l'EIE et relatifs à la maîtrise de l'énergie et au développement des énergies renouvelables respecteront strictement la charte graphique régionale de communication établie par l'ADEME, en concertation avec la Région, et feront figurer les logos de l'ensemble des partenaires financiers de l'EIE.

→ Tableau récapitulatif

Mission générale	Actions	Temps prévu (jours) Année 8	Temps prévu (jours) Année 9	Temps prévu (jours) Année 10
Permanences	Au local	70		
	Délocalisée	0 à 10		
Manifestations		10		
Projets territoriaux spécifiques	Accompagnement des copropriétés vers la maitrise de la demande énergétique	60 + (10)	70 (+10)	
	Participation à la mise en œuvre de la Plateforme de Rénovation Energétique de l'Habitat	20 + (15)	10 (+10)	
Représentation – collaboration – ancrage territorial de l'EIE	Participation à des réunions diverses (PCET, Assoc...) et réunion spécifiques Agir et rénover+	10		
Vie du réseau et formation	Réseau régional	5		
	Réseau départemental	4		
	Veille technique et réglementaire	5		
	Formation	6		
Gestion	Rapport d'activités, programme prévisionnel, comité de pilotage	5		
Communication générale	Création de ressources multimédias et de support de communication divers	10 + (20)	15 (+20)	
	Suivi et animation de la campagne Réduc'énergie®	10		
	Balades thermiques	3	8	
	Relations collectivités et médias	5		
TOTAL		230		

→ Budget prévisionnel annuel

Poste	Coût estimatif	Aides ADEME	Aides CR	Part CASA
- Évènement et Communication	8 000 €/an	8 000 €/an	0	0
- Loyer et charges	10 000 €/an	0	0	10 000 €/an
- Poste du CIE	35 000 €/an	24 000 €/an	0	11 000 €/an
- Fonctionnement et animation de l'EIE	19 000 €/an	0	19 000 €/an	0
TOTAL Fonctionnement annuel	72 000 €/an	32 000 €/an	19 000 €/an	21 000 €/an

PROJET

Numéro : 1640C0204
Montant : 96 000,00 euros

DECISION DE FINANCEMENT

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

Notification du :

Entre :

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, régi par les articles L131-3 à L131-7 et R131-1 à R131-26 du code de l'environnement
ayant son siège social : 20, avenue du Grésillé - BP 90406 - 49004 ANGERS CEDEX 01
inscrite au registre du commerce d'Angers sous le n° 385 290 309
représentée par Monsieur Bruno LECHEVIN
agissant en qualité de Président

désignée ci-après par « **l'ADEME** »

d'une part,

Et :

COMMUNAUTE D AGGLOMERATION DE SOPHIA ANTIPOLIS, Communauté d'agglomération
449 route des crêtes - BP43 - 06901 - SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX
SIRET n° 24060058500014
Représentant : Monsieur Lionnel LUCA
Agissant en qualité de Vice Président

ci-après désigné par « **le bénéficiaire** »

d'autre part,

Vu les règles générales d'attribution des aides de l'ADEME adoptées par son Conseil d'administration par délibération n° 14-3-7 du 23/10/2014 (ci-après « les règles générales ») et disponibles sur le site internet de l'ADEME à l'adresse suivante www.ademe.fr,

Vu la demande d'aide présentée par le bénéficiaire en date du 08/09/2016,
Vu la convention pluriannuelle n° 1640E0002,
Vu la délibération du Conseil d'administration de l'ADEME n° 14-3-5 du 23 octobre 2014 relative au système d'aides au changement de comportement,
Vu l'avis ***** en date du 07/10/2016, Comité de gestion PACA,

Il a été arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente décision a pour objet de définir les caractéristiques de l'opération envisagée et de fixer le montant, ainsi que les conditions d'attribution et d'utilisation de l'aide financière accordée au bénéficiaire par l'ADEME.

ARTICLE 2 – DEFINITION DE L'OPERATION

L'opération envisagée est la suivante :
Fonctionnement de l'EIE de la CASA - 2017-2019

Le détail technique et les modalités de suivi de cette opération figurent en annexe 1 (annexe technique) à la présente décision qui en constitue de ce fait partie intégrante.

ARTICLE 3 – DUREE CONTRACTUELLE DE L'OPERATION

La durée contractuelle de l'opération ainsi envisagée sera de 36 mois à compter de la date de notification figurant en tête de la présente décision.

Le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération figure en annexe technique précitée.

Afin de permettre à l'ADEME de suivre le déroulement de l'opération envisagée, le bénéficiaire devra remettre à l'ADEME un ou plusieurs rapports d'avancement selon les modalités définies en annexe technique précitée.

Le rapport final devra être adressé à l'ADEME avant la fin de la durée contractuelle de l'opération.

ARTICLE 4 – COUT TOTAL ET DEPENSES ELIGIBLES

Le montant prévisionnel des dépenses éligibles est fixé à 216 000,00 euros. Le détail estimatif du coût total et des dépenses éligibles figure en annexe 2 (annexe financière) à la présente décision qui en constitue de ce fait partie intégrante.

ARTICLE 5 – NATURE ET MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE

L'aide attribuée est une subvention d'un montant de 96 000,00 euros dont les modalités de calcul sont définies en annexe financière précitée.

L'aide ainsi accordée n'entre pas dans le champ d'application de la TVA du fait de l'absence de bénéfice direct.

ARTICLE 6 – MODALITES DE VERSEMENT

Le montant fixé à l'article 5 ci-dessus sera versé au bénéficiaire par l'ADEME selon les modalités prévues à l'article 12-1-3 et 12-2 des règles générales, et précisées en annexe financière.

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE VERSEMENT

Le versement sera effectué sur le compte bancaire ouvert au nom du bénéficiaire.

ARTICLE 8 – REGLES GENERALES D'ATTRIBUTION DES AIDES DE L'ADEME

Les règles générales, visées ci-dessus, s'appliquent à la présente décision et le bénéficiaire est réputé en avoir pris connaissance et y avoir adhéré.

Fait à MARSEILLE ,
En deux exemplaires originaux,

Pour « l'ADEME »,
Le Président

PROJET

ANNEXE 2 - ANNEXE FINANCIERE

Aide aux changements de comportement - Programmes d'actions des relais

A LA DECISION DE FINANCEMENT N°16 40 C0204

NOTIFIEE PAR L'ADEME A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS

Pour la période du 01/01/2017 au 31/12/2019 soit 3,00 ans

1 – Coût total de l'opération et dépenses éligibles (1)

Détail des coûts	Coûts liés à l'opération	Dépenses éligibles	Base du forfait / ETPT / an (2)			
A - Chargé(s) de Mission			ETPT année 1	ETPT année 2	ETPT année 3	total
Conseiller EIE	192 000,00 €	192 000,00 €	100%	100%	100%	72 000,00 €
Sous-Total poste personnel :	192 000,00 €	192 000,00 €				72 000,00 €
B – Dépenses externes de communication et de formation pour une structure (3)	Coûts liés à l'opération	Dépenses éligibles				
Dépenses d'animation et de communication événementielle (salon, foire-expo, visite de sites, organisation de conférence, colloque, autres évènements (voyages de groupe, ...), Abonnement à	24 000,00 €	24 000,00 €				
Sous-Total poste dépenses de fonctionnement / d'équipement (3) :	24 000,00 €	24 000,00 €				
C - Dépenses d'équipement liées à la création de poste(s) de chargé(s) de mission(s) (uniquement la 1ère année)	Coûts liés à l'opération	Dépenses éligibles	Nombre de poste créés :		1	
Sous-Total poste dépenses d'équipement :	0,00 €	0,00 €				
Total de l'opération (4)	216 000,00 €	216 000,00 €				

(1) Les notions de coût total et de dépenses éligibles sont définies à l'article 11.1 des règles générales. Elles sont présentées hors TVA récupérable auprès du Trésor Public.

Les charges connexes sont intégrées dans le forfait lié au chargé de mission.

(2) Un effectif temps plein travaillé (ETPT) correspond à une personne employée à temps plein sur une période de 12 mois. A titre d'exemple, une personne à mi-temps sur une période de 12 mois correspond à 0,5 ETPT ou une personne à 80% sur une période de 3 mois correspond à 0,2 ETPT.

(3) La répartition entre les dépenses de fonctionnement et d'équipement devra apparaître en sous-total.

(4) Les règles de modification de la répartition des dépenses éligibles sont définies à l'article 11.6 des règles générales.

2 – Modalités de calcul de l'aide de l'Ademe et contrôle du plafond des aides publiques

Cette opération est réalisée dans le cadre d'une activité non économique.

Pour ce type d'aide, le montant des coûts admissibles pris en compte pour le calcul de l'aide est égal au montant des dépenses éligibles.

Dépenses	Coût admissible pris en compte pour le calcul de l'aide	Taux et/ou Critère d'aide		Montant de l'aide accordée
Chargé(s) de mission	192 000,00 €	forfait annuel plafonné à 24 000 € par ETPT		72 000,00 €
Dépenses externes de communication et de formation	24 000,00 €	100%	Aide plafonnée par structure pour la totalité de la période à : 60 000,00 €	24 000,00 €
Dépenses liées à la création de poste(s) de chargé(s) de mission(s)	0,00 €	100%	Aide plafonnée à 15 000 €/création de poste	0,00 €
TOTAL	216 000,00 €			96 000,00 €

L'aide attribuée est une subvention d'un montant maximum de : **96 000,00 €** qui se décompose comme suit :

- une aide forfaitaire maximum de : **72 000,00 €** pour les chargé(s) de mission
 - une aide prévisionnelle de : **24 000,00 €** pour les autres dépenses.

Financiers publics	Montants des aides publiques sollicitées ou obtenues pour l'opération	%/ coût total de l'opération
ADEME	96 000,00 €	44,44%
Collectivité territoriale (y.c établissement public territorial)	0,00 €	0,00%
Autre(s) ...	0,00 €	0,00%
Total financements publics	96 000,00 €	44,44%
Autres financeurs	Montant des aides privées sollicitées ou attendues pour l'opération	
...	0,00 €	
...	0,00 €	
...	0,00 €	
Total financements privés	0,00 €	
Autofinancement	120 000,00 €	
Coût total de l'opération	216 000,00 €	

L'opération est réalisée dans le cadre d'une activité non économique : c'est la réglementation nationale qui s'applique.

Il est rappelé que le bénéficiaire s'engage à communiquer à l'ADEME, toute aide publique sollicitée ou obtenue pour l'opération postérieurement à la date de notification (article 2.1.1 des règles générales).

3 - Modalités de versement de l'aide

Le taux de l'avance attribuée au bénéficiaire est fixé à : **15%** du montant de l'aide apportée par l'ADEME.

En application de l'article « modalités de versement » de la **décision** et conformément à l'article **12-1-3** des règles générales d'attribution des aides de l'ADEME, les versements seront effectués de la façon suivante :

- une avance de : **14 400 €**

un 1er versement intermédiaire maximum de : **32 000 €** duquel sera déduit le montant de l'avance consentie de **14 400,00 €** soit un versement de **17 600 €** sur présentation du premier rapport d'avancement à l'issue de la 1ère année de l'opération et de l'état récapitulatif intermédiaire des dépenses joint à ce rapport ;

un 2ème versement intermédiaire maximum de : **16 000 €** sur présentation d'un état récapitulatif intermédiaire des dépenses

un 3ème versement intermédiaire maximum de : **16 000 €** sur présentation du deuxième rapport d'avancement à l'issue de la 2ème année de l'opération et de l'état récapitulatif intermédiaire des dépenses joint à ce rapport ;

un 4ème versement intermédiaire maximum de : **16 000 €** sur présentation d'un état récapitulatif intermédiaire des dépenses

Le solde sur présentation du rapport final et de l'état récapitulatif final des dépenses joint à ce rapport.

L'aide totale sera réajustée si le montant des dépenses éligibles réelles est inférieur au montant des dépenses éligibles prévisionnelles.

Cet ajustement se fera en appliquant aux dépenses éligibles réelles, le taux d'aide sur dépenses éligibles prévisionnelles qui figure au point 2 ci-dessus.

Les versements seront effectués conformément aux conditions prévues à l'article 12-2 des règles générales

4 - Modèle d'état récapitulatif des dépenses

Décision ou convention n° du (date de notification)
Echéance intermédiaire ou finale : préciser la période concernée du ... au...

ETAT RECAPITULATIF DES DEPENSES REALISEES (1) (préconisation de présentation)

Nature de la dépense par poste (Retenir la même présentation que l'annexe financière)	Facture ou dépense (2)		Montant HT			Montant HTR (3)
	n°	Date	Devise	Taux change	€	
A - Chargé(s) de mission						
Chargé de mission/Conseiller EIE/Animateur BEEP/CEP M. XXX						
Chargé de mission/Conseiller EIE/Animateur BEEP/CEP M. YYY						
Sous-Total poste personnel						
B - Dépenses de fonctionnement						
Fournisseur 1						
Sous-Total poste dépenses de fonctionnement						
C - Dépenses d'équipement						
Fournisseur A (ex : ordinateur ...)						
Sous-Total poste dépenses d'équipement						
Total opération						

Je certifie :

- que les dépenses ci-dessus servent directement les objectifs du projet tel que définis dans la convention et qu'elles respectent les conditions d'éligibilité des dépenses en termes de date de réalisation et de nature ;
- au vu des financements publics obtenus pour le projet, le montant de l'aide Ademe ne conduit pas à dépasser le plafond d'aide publique fixé par la réglementation nationale.

Certifié par :

Nom, qualité (ordonnateur/représentant légal ou son délégataire),
date et cachet.

- (1) Original à présenter sur papier à en-tête du bénéficiaire, daté et signé par l'ordonnateur / représentant légal ou son délégataire
- (2) Si factures en devises : indiquer le montant en devises, le taux de change et le montant en euro.
- (3) HTR = Hors taxes Récupérables auprès du Trésor Public
- Quand le contrat prévoit plusieurs taux d'aide (ex. : un taux d'aide pour les dépenses externes de communication et de formation et un taux d'aide pour les dépenses liées à la création d'un poste de chargé de mission) l'état récapitulatif doit faire apparaître distinctement les dépenses rattachées à ces deux actions.

LISTE DES JUSTIFICATIFS A PRESENTER :

En cas d'utilisation d'un **certificat de contrôle** (voir modèle ci-dessous) signé par un commissaire aux comptes, un comptable public ou un expert comptable indépendant, celui-ci remplace les pièces justificatives à l'appui de l'état récapitulatif.

Conformément à l'article 11.1 des règles générales, le coût d'élaboration de ce certificat de contrôle est une dépense éligible, y c si sa date de facturation est postérieure à la date de fin de l'opération.

En cas de **non utilisation d'un certificat de contrôle** (cas qui doit rester l'exception), l'état récapitulatif final des dépenses (celui utilisé au moment du solde) doit être accompagné des justificatifs pour la mise en paiement de l'échéance de solde :

- Achats (y compris sous-traitance et personnel intérimaire) : copies des factures (pas de fax, pas de devis, pas de bon de commande) certifiées « conforme à l'original ».
- Frais de déplacements : copie des factures d'agence de voyage, notes de frais, titres de transport.

MODELE DE CERTIFICAT DE CONTRÔLE

Je soussigné « nom et qualité du commissaire aux comptes, du comptable public ou de l'expert comptable indépendant » certifie :

- que les dépenses réalisées ont été imputées à l'opération aidée consistant à « ... »

Par ailleurs, l'ADEME se réservant la possibilité de tous contrôles qu'elle jugera nécessaire, j'ai bien noté conformément aux règles générales d'attribution des aides de l'ADEME, l'obligation de tenir à disposition de l'ADEME tous les justificatifs financiers concernant cette opération pendant une période de 3 ans à compter de la date de fin de l'opération, et le reversement de tout montant qui aurait été perçu à tort.

Qualité, nom, signature date et cachet
du commissaire aux comptes, du comptable public ou de l'expert comptable indépendant

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 21/11/2016
Numéro : BC_2016_212
Nature : DE - Deliberations
Objet : Espace Info Energie - Adoption du programme d'activité de l'année 8 et Approbation de la convention Région/CASA et de la décision de financement ADEME/CASA
Matière : 8.8 - Environnement
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : [JIIAY]

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 16/12/2016
Identifiant : 006-240600585-20161121-BC_2016_212-DE

Acte reçu

Date : 21/11/2016
Numéro interne : BC_2016_212
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Espace Info Energie - Adoption du programme d'activité de l'année 8 et Approbation de la convention Région/CASA et de la décision de financement ADEME/CASA
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20161121-BC_2016_212-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
006-240600585-20161121-BC_2016_212-DE-1-1_2.PDF
006-240600585-20161121-BC_2016_212-DE-1-1_3.PDF